

Contribution de syndicalistes (Colette Becquet, Nathalie Capy, Jean Chambon, François Chelers, Jean-Pierre Hapiot, Pascal Joly, Didier Le Reste, Monique Mérain Vatonne, Jean-Pierre Plumecocq, Cédric Quintin, Gérard Requigny, Guy Trésalet)

L'espoir est possible !

Les forces du capital sont à l'offensive. Elles le sont depuis plusieurs années parce qu'elles n'ont pas face à elles une opposition crédible et efficace à même de redonner de l'espoir au monde du travail. Cette opposition est pourtant vitale. C'est elle qui peut insuffler une autre vision de l'organisation de la société, et un projet de société de nature à mobiliser les énergies disponibles, dans un large rassemblement, afin de changer la réalité et les rapports sociaux en profondeur.

Nous sommes face un moment crucial de l'histoire. Nous assistons à un virage profondément réactionnaire. Le président français et les forces sociales qui le soutiennent en sont le symbole et les maîtres d'œuvres zélés. Emmanuel Macron n'est pas seulement un serviteur politique du capital financier ; il en est lui-même issu. Pour le combattre, il est urgent que notre parti sorte de son effacement et prenne l'offensive avec ses propositions transformatrices.

Les syndicalistes, pour qui la démarche de rassemblement est une seconde nature, n'ont pas ménagé leurs efforts pour contrer les reculs de société. Nous sommes dans cette phase clairement énoncée par Karl Marx : « le capital épuise l'homme et la planète ». Il y a urgence : les politiques engagées se manifestent avec violence mais il manque aujourd'hui l'espoir qu'un réel changement politique est possible. Le doute s'est installé dans les consciences concernant la crédibilité et la capacité de l'action collective à faire bouger les choses. Dans notre activité syndicale, nous avons constaté le continuels appauvrissement idéologique, pourtant si préjudiciable à la conscience de classe nécessaire pour affronter les forces réactionnaires. Nous voyons un lien dialectique entre l'affaiblissement du PCF et celui des organisations syndicales. En tant que syndicalistes et communistes, nous ne pouvons que faire le constat que ceci est le résultat, en grande partie, de l'abandon de l'activité du PCF dans les entreprises et sur les lieux de travail. Nous devons impérativement réfléchir aux nouvelles formes d'organisation du travail qui perpétuent l'exploitation de la force de travail afin de les contrer. Car désormais, les rapports de classe ne sont plus forcément perçus comme structurant les rapports sociaux même s'il subsiste, ici et là, un certain instinct de classe.

L'absence d'organisation du PCF, et donc du débat politique dans les entreprises, est une des conséquences fortes du déclin communiste. C'est pourquoi notre congrès doit dépasser les précédentes déclarations d'intentions qui sont d'ailleurs restées lettres mortes. Notre parti doit repartir à la conquête du monde du travail parce qu'en politique, le vide n'existe pas. L'idéologie dominante est celle de la classe dominante. L'abandon de l'activité communiste à l'entreprise, conjugué à l'effacement systématique lors des échéances électorales, a, en grande partie, désarmé le monde du travail. Il faut, au contraire, une affirmation renouvelée du PCF en direction du monde du travail. Il est impérieux de conquérir, par les luttes syndicales et politiques, de nouveaux droits décisionnels pour les salariés et, dans le même temps, de penser de nouvelles formes d'appropriation sociales et collectives bâties sur une large démocratie. Il ne s'agit ni de reproduire de quelconques étatisations du passé ni de s'asseoir sur des « strapontins intégration » consentis par le capital dont

l'objectif est l'intégration idéologique des salariés et des syndicats depuis leur légalisation en 1884. Il ne suffit plus non plus de soutenir les luttes ou de les accompagner. Il convient que le PCF en initie, en fasse grandir, avec le contenu révolutionnaire que commande l'époque.

Il faut mettre fin au lien de subordination entre employeur.e.s et salarié.es., comme le propose le PCF avec la proposition de loi de sécurité d'emploi et/ou de formation. S'y attaquer et remettre en cause le « marché du travail », c'est démolir le socle sur lequel repose le capitalisme : l'exploitation de la force de travail. Cette proposition révolutionnaire devrait être portée par les communistes dans les luttes. Pour ces raisons, et bien d'autres encore qui puisent leur sens dans nos expériences syndicales, nous soutenons le Manifeste pour un Parti communiste du 21^{ème}.

Les syndicalistes comme le reste de la population attendent une traduction politique de leurs attentes sociales. C'est pourquoi il faut enrayer l'effacement du PCF lors des élections, et de manière plus générale, au quotidien, dans toutes les sphères de la société. A nos yeux, l'existence et la force du PCF sont indissociables de l'idée même de changement de société.